

Rôle de Chypre dans les négociations U.E./Turquie, par Mandalay

written by Mandalay | 12 novembre 2013



Comme déjà écrit, il ne semble pas que les négociations qui viennent de ré-ouvrir incitent à l'optimisme.

L'invasion de Chypre par les troupes turques qui est un problème majeur dans les négociations Europe/Turquie, pourrait trouver –à court terme- une solution inattendue.

Cette solution pourrait naître de la volonté de Chypre de quitter la monnaie unique, et éventuellement de se retirer de l'UE en réclamant l'application de l'article 50 du traité de Lisbonne.

A noter que le retrait de la monnaie unique et la sortie de l'union, ne sont pas liés – il s'agit d'actes distincts.

Une telle éventualité signifierait la disparition d'un obstacle de taille (l'invasion de Chypre) sans qu'aucune partie n'ait à céder sur une question de principe, donc personne ne perdrait la face.

Le problème des relations houleuses des chypriotes avec l'U.E.

découle de la situation économique de Chypre qui a généré -il y a peu- une intervention très brutale de la troïka (U.E. + B.C.E. + F.M.I.).

A noter que les financiers (en qualité de consultants extérieurs) et les services spécialisés de l'U.E. qui avaient eu en charge l'audit des comptabilités publiques de la Grèce et de Chypre, n'avaient rien vu ni relevé d'éléments réellement préoccupants ! ... Telle est la grandeur des spécialistes réputés (sic), qui ont toujours la haute main sur l'économie de l'UE.

Chypre a une économie basée principalement sur les services financiers, et pour éviter la répétition d'une situation « à la grecque », la troïka a imposé un véritable hold-up sur les avoirs de très gros déposants (souvent russes) avec une taxation à 60% des dépôts (... et dire que les Français ont ruédans les brancards sur un projet de taxation à un « petit » 15 % !), sans oublier un blocage temporaire des comptes « normaux » des chypriotes, etc...

D'où la colère des chypriotes ''de la rue'', très grosse colère des fortunes russes (et du gouvernement russe), fuite immédiate et massive de capitaux, une grande banque de l'île se trouve en état de faillite (pratiquement du jour au lendemain), etc ...

Les chypriotes (grecs) voient -en plus- d'un très mauvais œil ce qui se passe en Grèce, et n'ont nulle envie de s'aventurer sur ce chemin.

D'autant plus que la situation générale de Chypre changera à très court terme, suite à la découverte d'importantes ressources offshore en gaz naturel, et depuis peu ... de pétrole.

Qui dit gaz et pétrole, ... dit aussi (très-très) gros sous !

Donc les chypriotes se posent la question d'un maintien dans

la monnaie unique, et -éventuellement- dans un second temps de son appartenance à l'U.E.

Petite info : pour de toutes autres raisons et qui leurs sont propres, Malte et la Slovénie (état issu de l'ex-Yougoslavie) envisagent -elles aussi- un retrait de la monnaie unique, et peut-être de l'union.

Si Chypre reprend sa ''liberté'' par rapport à l'U.E., un gros obstacle (peut-être même le principal) à l'adhésion de la Turquie sera levé ipso-facto.

L'obsession de l'euro-bureaucratie pourra se concrétiser, d'autant que les ''géniaux'' fonctionnaires de l'U.E. n'ont aucune intention de se préoccuper des objections formulées par les populations (dont on demande l'avis tous les quatre ans, ... afin de ne surtout pas en tenir compte, dès le lendemain des élections !).

Ajoutons à cela la présence effective de la Turquie dans le corps d'intervention de l'EuroGendFor, des aides (à grands coups de milliards d'euros) payées par l'U.E. pour permettre à la Turquie de mettre ses institutions aux normes européennes, pour financer les coûts des négociations avec l'U.E., Turquie qui veut adhérer à l'U.E., alors qu'elle perçoit également des sommes importantes au titre de l'aide au développement (tout comme un pays du tiers-monde) – chercher l'erreur !

Dans le même temps, la Turquie amplifie l'islamisation de sa population et de la société turque, aide et pousse à l'islamisation des pays d'Europe ayant accueilli d'importantes populations turques, finance les structures islamiques ''turques'' dans ces mêmes pays européens, incite cette immigration turque à ne pas s'intégrer dans les pays d'accueil, à rester fondamentalement turque, tout en lui conseillant de profiter de tous les avantages sociaux (et politiques s'il y a naturalisation éventuelle).

Les discours d'Erdogan qui rêve d'un nouvel empire ottoman sont explicites, nul besoin d'y revenir une fois de plus.

Petite note d'espoir (on se raccroche à ce que l'on trouve), les partis belges de ce que l'on peut appeler la nouvelle droite, c.à.d. une droite non extrême, tout en étant ferme sur le rejet de l'islamisation et de la sharia.

Tous ces partis ont dans leur programmes respectifs, pour les élections législatives et européennes de mai 2014, le refus de voir la Turquie adhérer à l'union.

Espérons qu'ils seront entendus, et que le poids "électoral" qu'ils représentent leur permettra d'influer sur le cours de la ligne politique poursuivie actuellement par l'U.E.

Mandalay, responsable *Résistance républicaine* Belgique